Novembre
1980
Édition

Région parisienne



Travailleurs,
Travailleuses
de la région parisienne
Ça peut changer.
Dès maintenant.

G Marchais

Pour les travailleurs ! Pas pour les profiteurs...

Région parisienne

Elles, ils luttent et gagnent

Paris
Bouchar (Chimie) L'action obtient une prime de 320 F pour tous.
Saep (construction) Depuis le 4 octobre, 1 000 travailleurs, en majorité immigrés sont en grève et occupent le siège de la direction à Paris.
Salpêtrière (Hôpital) Les employés ont contraint la direction à rouvrir les ateliers de repassage qu'elle voulait donner au privé.
Tour-Eiffel (Commerce) Le personnel du restaurant a obtenu la garantie de réembauche après les travaux de rénovation.

Seine-Saint-Denis
Giram (bâtiment) les travailleurs se rassemblent aux portes de l'entreprise contre sa fermeture 20 000 travailleurs du département manifestent à l'appel de la C.G.T. pour la création d'emplois.

Hauts-de-Seine
Pharmuka (Chimie) 48 heures de grève dans le secteur chaufferie obtiennent la suppression du travail le samedi, l'augmentation de primes (250 F).
Solmet (Nettoyage) Les nettoyeurs des locaux de la S.N.I.A.S. Châtillon obtiennent une prime de 50 F et le salaire minimum à 3 000 F.

Val-de-Marne
S.V.F. (Commerce) Opposition aux 175 licenciements et plan de sauvegarde de la C.G.T.
Tesa (Métallurgie) Victoire. Réouverture après 345 jours d'occupation.
Rhône-Poulenc (Chimie) Mille travailleurs manifestent contre le travail posté.
Cotram (Transports) Vingt-quatre heures de grève des chauffeurs-livreurs obtiennent annulation d'un licenciement et augmentation de 3,5 %.

Essonne
Everball (Papier-carton) Trois jours de grève avec occupation contre la tentative de chômage sans indemnité obtiennent le paiement des heures chômées.

Yvelines
Hospice (Santé) Le personnel non payé depuis septembre occupe la préfecture et obtient déblocage des crédits.

L'avenir de la région parisienne et de ses travailleuses et travailleurs est une question importante et urgente. François Salvaing, journaliste à « L'Humanité Dimanche », a demandé à Georges Marchais ce qu'il pensait de la situation de cette région et ce que voulait dire le changement pour Paris et sa région.


A. Lejarre

François Salvaing
Georges Marchais, vous connaissez la région parisienne depuis longtemps...

Georges Marchais
Depuis que je travaille. Je suis né en Normandie, mais c'est à Paris que j'ai trouvé mon premier emploi d'ouvrier métallurgiste. Et c'est aussi dans la région parisienne que j'ai commencé à avoir des responsabilités syndicales, et que j'ai adhéré au Parti communiste français. C'est ici que, depuis, je vis et milite.

F. S.
Paris et l'Ile-de-France ne sont pas, comme certains le prétendent, « privilégiés » par rapport à d'autres régions...

Georges Marchais
Ce qui est privilégié en France, c'est une catégorie de gens qui accaparent la richesse et les avantages. En un mot, les profiteurs. Mais pour les millions d'autres gens, pour les ouvriers, les employés, hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes, la vie est dure en région parisienne. A bien des égards, plus dure qu'ailleurs.

F. S.
Le chômage sévit.

Georges Marchais
En région parisienne 350 000 travailleuses et travailleurs vivent le drame du chômage. 220 000 emplois industriels ont été supprimés. Et maintenant ce qu'on appelle les services sont atteints.

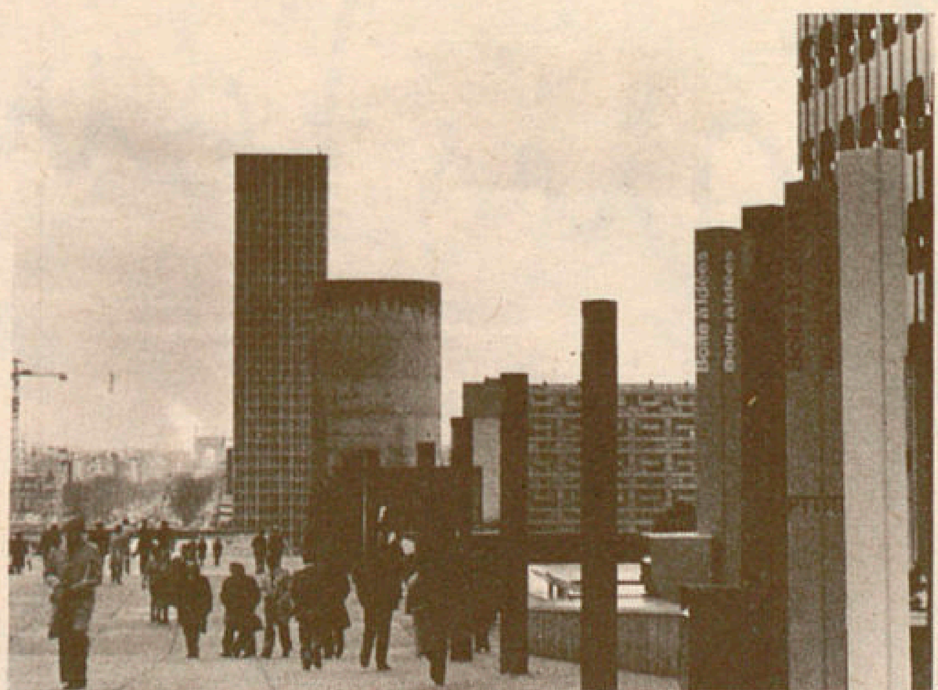
F. S.
Les conditions de vie sont mauvaises.

Georges Marchais
Des centaines de milliers de gens habitent des logements sans confort, trop petits, trop éloignés de leur travail, et très chers, beaucoup trop chers. Des centaines de milliers de gens se fatiguent dans des transports de plus en plus coûteux. Et trop de problèmes ne sont pas résolus dans les domaines de la santé, de l'enseignement, du sport, de la culture.

F. S.
Il y a aussi l'insécurité de plus en plus grande dans la vie de tous les jours...

Georges Marchais
C'est un problème grave. Que de femmes ont peur, la nuit tombée, d'emprunter un couloir de métro, ou de se garer dans un parking souterrain ! Combien de travailleurs de la RATP, des banques ou des PTT, combien de chauffeurs de taxi ou de pompistes craignent d'être agressés ! Que de trafics odieux s'opèrent jusqu'aux portes des écoles !

F. S.
Tout cela se passe-t-il parce que c'est Paris ? Une ville énorme, une région où se concentrent des millions de gens, est-ce vivable ?


A. Lejarre

Georges Marchais
Ça pose des problèmes, évidemment. Mais c'est tout à fait vivable. A condition de s'attaquer à ces problèmes. La preuve ? C'est qu'il y a des gens qui vivent bien, et même très bien, à Paris et dans sa région. A côté des millions de familles populaires, il y a ici, comme nulle part ailleurs, des centaines de milliers de nantis, de spéculateurs, de dirigeants, et de serviteurs du capital qui nagent dans un luxe qu'aucun travailleur ne peut même imaginer. C'est ça, la classe dirigeante de la France. Tout naturellement, elle se concentre dans la capitale et dans sa proche banlieue. Avec ses quartiers réservés, ses clubs, ses restaurants, ses lieux de plaisir. Avec une seule idée en tête : l'épaisseur du portefeuille.

Grâce à Giscard, ces privilégiés ont accumulé tant de profits qu'ils se sentent aujourd'hui à l'étroit. Ils trouvent que les travailleurs sont encore trop nombreux en région parisienne. Alors, à coup de spéculations immobilières, de loyers et de charges exorbitants, de démantèlements d'entreprises ils les chassent de proche en proche. Ils essaient de leur rendre la vie infernale. Et ils veulent leur faire croire qu'il est impossible de faire autrement.

Il est temps, grand temps de mettre en échec


A. Lejarre

Flins, le 18 juin 1980.
Georges Marchais visite les usines Renault et discute avec les travailleurs.

ce hold-up des privilégiés sur la région parisienne.

F. S.
D'autant plus qu'ils craignent la classe ouvrière de la région parisienne, ses traditions de lutte. Ils craignent la force de la CGT, l'influence du Parti communiste.



Y. Jeanmougin/Viva

Georges Marchais
Aujourd'hui les dirigeants du capital sont bien les dignes héritiers de la noblesse et de la bourgeoisie qui ont toujours rêvé d'en finir avec le mouvement populaire parisien. Heureusement que Giscard et les patrons trouvent en travers de leur route les communistes de la région parisienne ! 154 mairies confiées aux communistes, trois conseils généraux présidés par eux, des députés, des sénateurs, des conseillers régionaux : autant de points d'appui efficaces pour briser l'attaque de la bour-



geoisie contre les travailleurs de la région parisienne.

F. S.
On peut donc vivre et travailler en région parisienne.



Georges Marchais
Bien sûr. C'est pour cela que les communistes se battent. Pour moi qui suis député d'une circonscription de la région parisienne, c'est aussi le sens de ma candidature à l'élection présidentielle.

F. S.
Alors, il faut créer des emplois en région parisienne ?

Georges Marchais
D'abord, je combats tout licenciement, toute fermeture d'entreprise. J'exige qu'on sauvegarde des terrains pour les industries au lieu de les livrer aux promoteurs. Je refuse tout transfert d'entreprise, tout déménagement de machine, tout déplacement et toute mutation autoritaire sous prétexte de « décentralisation ». Je m'oppose aux emplois hors statut ou hors conventions collectives.

En même temps, je propose de créer 500000 emplois supplémentaires en France chaque année, dont au moins 120000 en région parisienne. En majorité dans l'industrie.

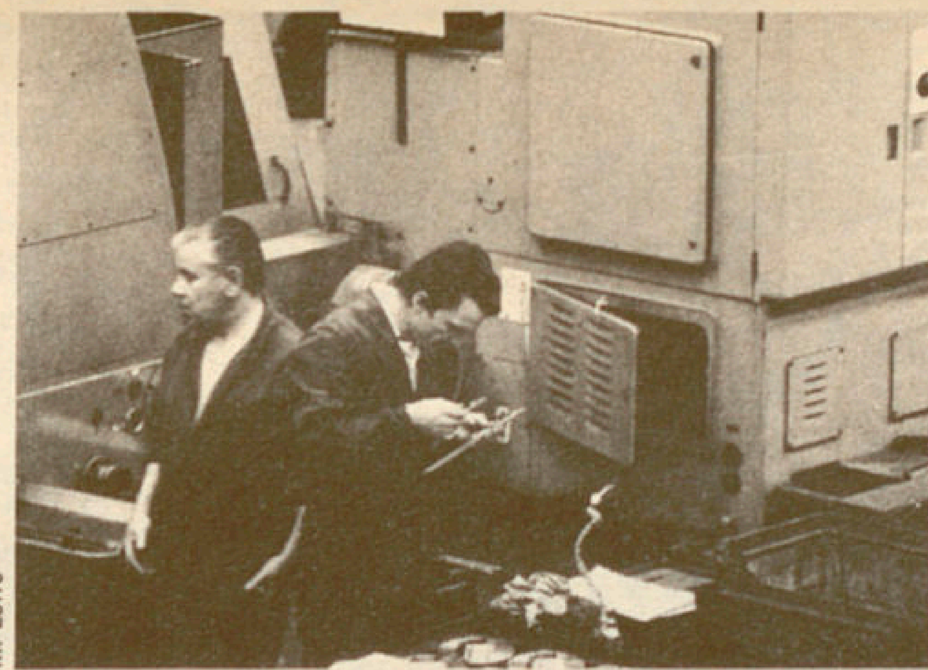
F. S.
On doit pouvoir aussi se loger dans des conditions dignes de notre temps.

Georges Marchais
La spéculation, ça suffit ! Je veux qu'on stoppe la construction de luxe. J'exige qu'on construise des logements de qualité pour les familles populaires. Et que dans les appartements luxueux et vides on installe les mal-logés en leur faisant payer des loyers HLM !

La flambée des loyers et des charges, ça suffit ! Je me bats pour le blocage, et même pour la baisse des loyers et des charges. Pas un loyer ne doit dépasser 15 % des revenus de la famille. Empêchons les saisies et les expulsions : le Moyen Age, c'est fini !

Et s'il faut de l'argent pour le logement, frappons les profits immobiliers. Obligeons les patrons à verser non plus 1 %, mais 2 % pour le logement en faisant contrôler ces fonds par les comités d'entreprise.

Je propose de construire en cinq ans 500000 logements sociaux en région parisienne, au rythme de 100000 par an. Et pas


M. Lorre

seulement dans les communes éloignées. Mais aussi à Neuilly, au Vésinet ou à Sceaux, dans le 8e ou le 16e arrondissements. Parce que, pour moi, logement social ne veut pas dire logement laid et bâclé. Les travailleurs ont droit à l'architecture et à l'environnement.

F. S.
Il faut aussi permettre aux travailleurs et aux travailleuses de vivre en sécurité. C'est un droit élémentaire.

Georges Marchais
Il faut traiter le mal à la racine, en s'attaquant aux causes de la crise. En même temps il faut faire reculer tout de suite l'insécurité.

Je demande que la police soit entièrement organisée, formée, équipée, entièrement utilisée pour protéger la sécurité des gens. Et en premier lieu les travailleurs et leurs familles. Par exemple, il faut davantage de commissariats, mieux répartis, c'est-à-dire protégeant également les communes ouvrières. Il faut dans les quartiers et les cités des gardiens de la paix connus des gens, liés à la vie locale.

F. S.
En somme, ce que Georges Marchais propose aux millions de non-privilégiés de la région parisienne, c'est de changer profondément les choses…

Georges Marchais
Quoi d'étonnant ? Pour Paris comme pour la France en général je suis le candidat du changement.



A. Nicole

Pour travailler autrement, pour avoir le temps de vivre, elles luttent. Les employées des grands magasins et des supermarchés ont contraint les patrons à renoncer à les faire travailler le dimanche.



Depuis des mois les 700 travailleurs de l'entreprise de machines-outils Dufour occupent leur entreprise pour s'opposer à sa fermeture. Le maire et les élus communistes ont organisé un vote sur le maintien de l'usine. 99 % des 38000 votants se sont prononcés pour.



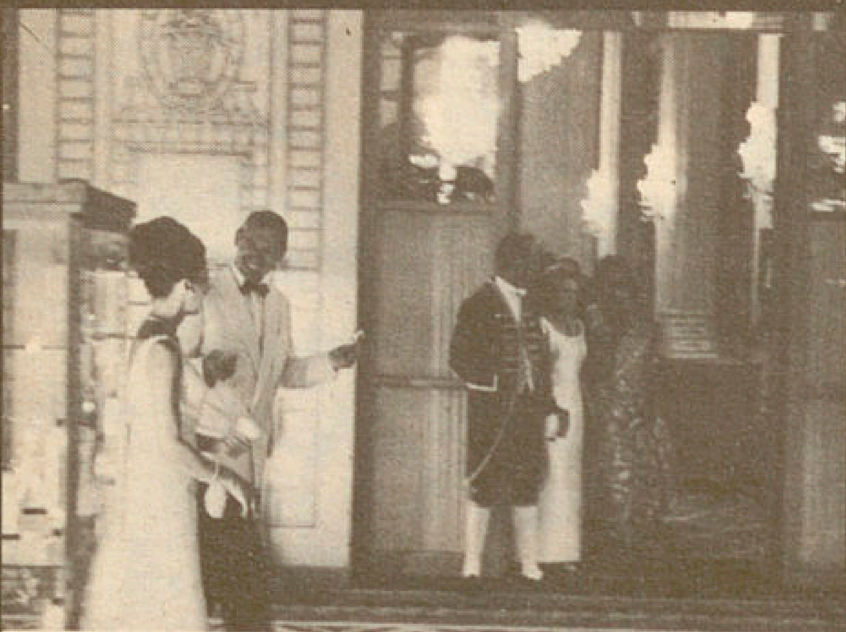
A. Lejarre

L'avenir de la région parisienne se joue aussi avec le savoir, la science, la recherche et la technique. Les luttes des étudiants, des enseignants, des techniciens, des cadres, des chercheurs, des médecins, de tous les travailleurs intellectuels sont une condition indispensable pour développer notre région.



J. Marie

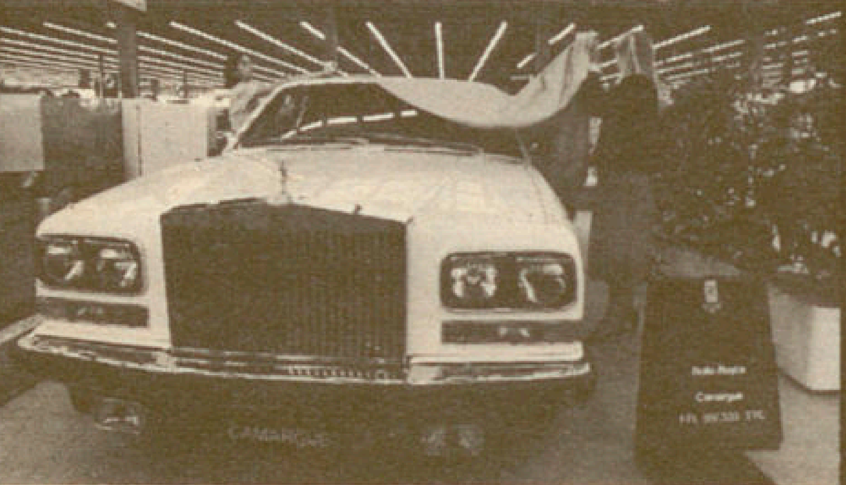
Plusieurs mois d'occupation ont empêché les patrons de casser cette grande usine. « Elle n'est plus viable » disaient-ils. Aujourd'hui, elle prospère et s'est encore développée. 12 000 heures de travail ont été rapatriées de R.F.A. Pour gagner, ils ont lutté.



L. Freed/Magnum

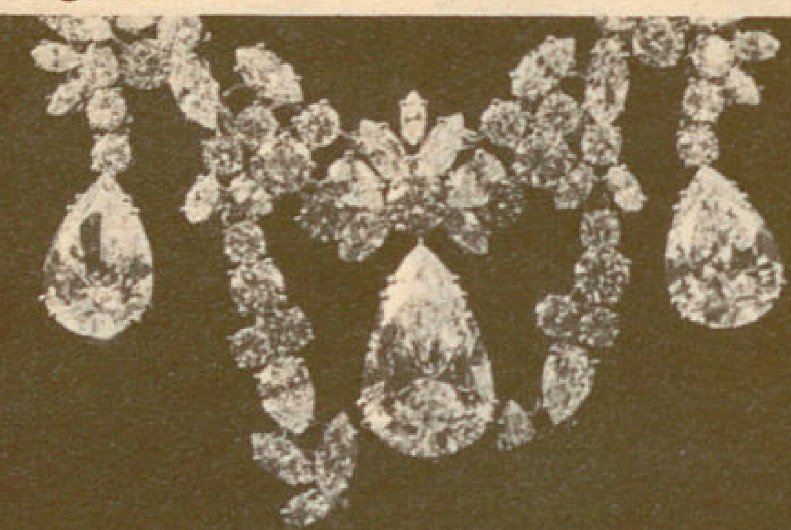
Ils ont la vie belle

Incroyable ce que les riches peuvent dilapider dans le luxe, la débauche et le jeu !
Savez-vous par exemple que la robe du soir d'une femme du monde, robe qu'elle ne portera qu'une seule fois, représente une année de salaire d'une travailleuse payée au SMIC ?
Savez-vous que cette Rolls, vendue cette année au Salon de l'Auto, vaut quatre vingt-dix millions de centimes : le salaire de trente jeunes « smicards » pendant un an ?
Savez-vous que le baron Empain s'est vanté d'avoir perdu un milliard de centimes à la roulette en une seule soirée ?



J.-L. Atlan/Sygma

Savez-vous que le dernier Salon des antiquaires de Paris, en octobre dernier, présentait pour deux cents milliards de centimes de bijoux : l'équivalent de plus de 70 000 années de smicards ?
Le plus grave, c'est qu'il s'agit de l'argent qu'ils ont pris sur votre travail, de VOTRE argent.



P. Vauthey/Sygma

Merci Giscard!

Cher Président,
Vous avez bien travaillé. Depuis sept ans que vous êtes à l'Élysée, nos profits ont doublé.
Les milliards que vous faites payer aux contribuables et que vous nous versez chaque année nous ont permis ces redéploiements dont nous rêvions.
Grâce à vous, l'argent est à sa place : la première. Nous nous sentons plus libres pour jouer en Bourse ou dans l'immobilier, entasser nos revenus dans les coffres secrets des banques suisses, gonfler nos réserves d'or, fermer nos usines en France et les reconstruire dans des pays où le profit est sacré.
Nous avons encore beaucoup à faire ensemble. Pour aller plus loin dans notre œuvre commune, soyez sûr de notre soutien. Pas une voix ne vous manquera.

Pour les patrons :
Ceyrac, Dassault (père et fils)
Baron Empain, Michelin, Willot
frères et compagnie.

P.S. : nous espérons vous rencontrer prochainement au cours d'un de ces safaris au Kenya que vous affectionnez.

Vioujard/Gamma

“Giscard c’est l’injustice...

ce journal n’a pas reçu d’argent de Giscard

Giscard c’est le chômage

Deux millions de travailleurs jetés à la rue. Des centaines d’entreprises fermées. La sidérurgie, le charbon, le textile, la machine-outil, démantelés... Pour ceux qui travaillent, les cadences, la fatigue, la peur du lendemain... Et son 8e Plan prévoit la suppression de 500 000 emplois industriels !

Giscard c’est la vie chère

Depuis sept ans les prix augmentent : entre 12 et 15 % par an. On n’y arrive plus ! Et son 8e Plan prévoit encore une baisse de votre consommation !

Giscard c’est le malheur

Insécurité pour les travailleurs. Inégalités pour les femmes. Avenir bouché pour les enfants. Pas de métier pour des centaines de milliers de jeunes. Universités asphyxiées. Crédits de recherche insuffisants... C’est la France qu’il est en train de casser !



Trovel

Ensemble, faisons du neuf

Vous les avez tous vus à l'œuvre

En 1947, les communistes étaient chassés du gouvernement où les avait appelés le général de Gaulle. Depuis, **trente-cinq ministères** se sont succédé : vingt-cinq sous la IVe République, treize sous la Ve Sans compter une bonne trentaine de remaniements.

Depuis 1947, **toutes les combinaisons** ont été essayées. Les partis de droite ont dirigé vingt et un gouvernements. Les quatorze autres ont été à direction ou à participation socialiste. Et François Mitterrand lui-même, après avoir débuté en 1947 en prenant la place d'un communiste (voir notre photo), a été onze fois ministre ou secrétaire d'État. Avec plus de huit ans de présence au conseil des ministres, il est médaille d'argent de la longévité. Ex aequo avec deux autres champions : Chirac et Debré. Et derrière la médaille d'or : Valéry Giscard d'Estaing. Tristes records ! Depuis trente-trois ans, ensemble ou séparément, tous ces partis ont multiplié les promesses. Leur bilan est là : ils n'ont pas apporté les changements que demandaient les travailleurs, ils ont mené la France des guerres coloniales à la crise.

Pour en sortir, on ne peut pas reprendre les vieilles combinaisons. Il faut **faire du neuf.** Et la seule chose neuve, c'est d'imposer la présence des **communistes au gouvernement.** Tout le reste, c'est du déjà vu, du déjà essayé, du déjà usé.



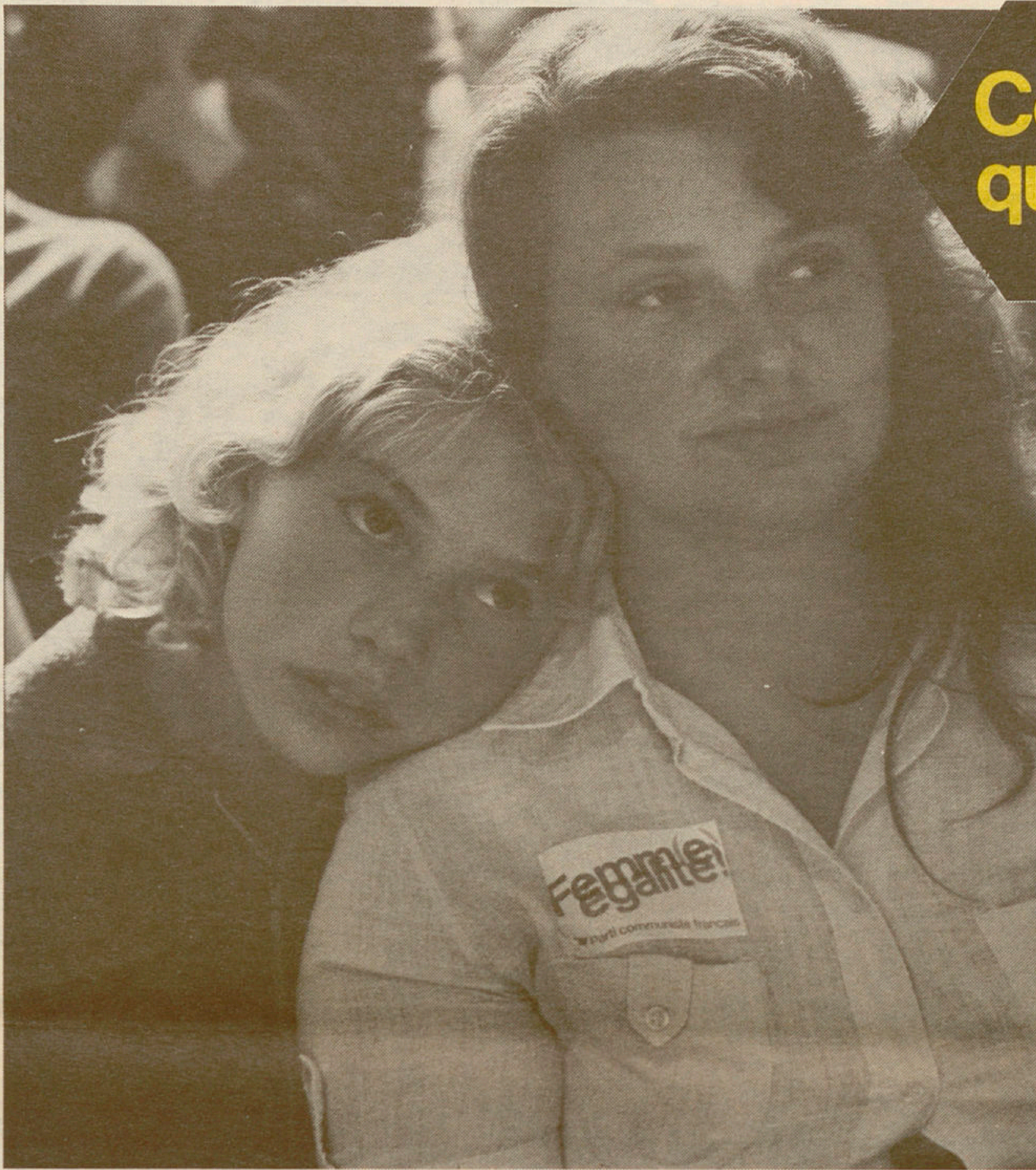
Lapi Viollet

Mai 1947. Le président du Conseil, le socialiste Ramadier (à gauche) vient d'exclure les communistes du gouvernement. Sur l'ordre des Américains. Dans son nouveau cabinet, une carrière commence : celle de François Mitterrand (à droite).



1980. Octobre. Devant la mairie de Lille, le socialiste Pierre Mauroy échange une poignée de mains très remarquée avec Giscard. Croient-ils que les travailleurs français ont la mémoire courte ?

Cette femme qui dit égalité!



A. Lejarre

est avec les communistes. Des communistes, vous en connaissez. C'est votre voisine, ou votre voisin d'atelier, de bureau ou de palier. C'est peut-être un membre de votre famille. Vous en croisez tous les jours. Ils vous ont proposé une pétition à signer, l'Humanité ou l'Humanité Dimanche.

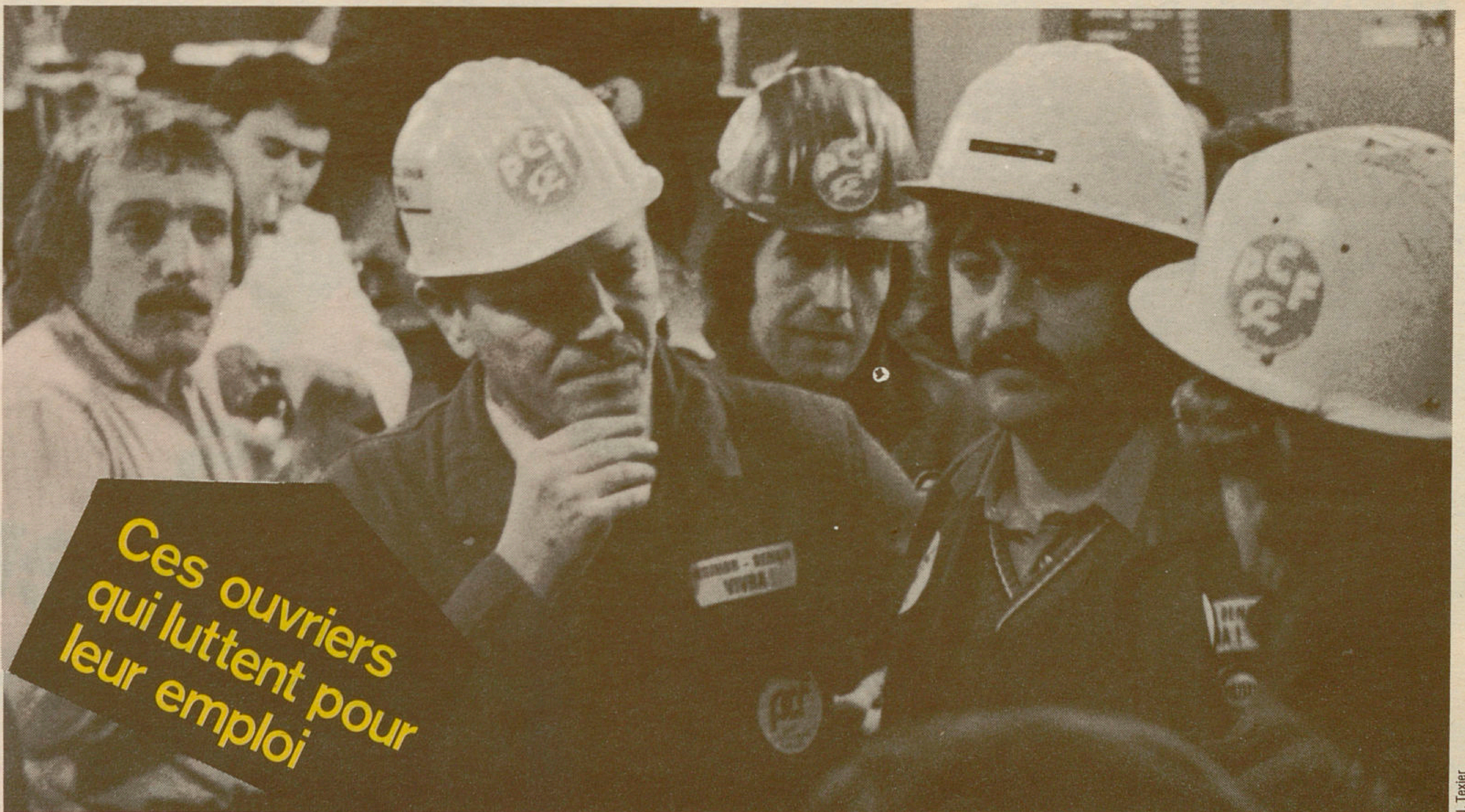
Ils sont comme vous. Comme vous ils connaissent l'exploitation, les fins de mois difficiles. Une seule différence : ils ont, à un moment de leur vie, signé un bulletin d'adhésion au Parti communiste français. Pour se défendre. Pour vous défendre. Lutter contre l'injustice, c'est leur raison d'être.

Vous le savez bien d'ailleurs. C'est vers eux que vous vous tournez quand vous êtes en difficulté. Mais vous êtes-vous posé cette simple question : où en serions-nous s'ils n'avaient pas été là, avec nous, pour empêcher une usine d'être liquidée, des travailleurs d'être jetés à la rue ? Où en serait la France ?

Que ce soit au nom du pétrole ou de la crise, les autres, tous les autres, vous conseillent de baisser les bras, de vous taire, de remettre votre sort entre leurs mains. La fierté des communistes, c'est d'avoir pu empêcher le pire. C'est d'avoir conservé à la France des bases qui peuvent lui permettre de repartir de l'avant.

La droite, les patrons ne s'y trompent pas. Ils lui réservent tous leurs coups.

Ces ouvriers qui luttent pour leur emploi



J. Texier

et pour garder à la France une richesse menacée. Qui trouvent-t-ils à leur côté ? Le Parti communiste. Le P.C.F. n'est pas seulement « l'avocat du peuple ». Il est aussi son rassembleur. Voyez comme ses militants, comme ses élus, savent unir les travailleurs et la population pour défendre à Longwy l'acier français, à Saint-Étienne Manufrance.

Voyez comme il sait unir des ouvriers et des chercheurs, des paysans et des ingénieurs, autour de grandes idées comme « Vivre, travailler, décider au pays » ou comme « Produisons français ».

En vérité, de la commune au Parlement, les communistes proposent. Inlassablement. Ils ne se contentent pas de dénoncer, ils montrent qu'une autre politique est possible. Une politique complètement différente. Et ils prouvent qu'on peut la mettre en œuvre, là où ils sont élus à la tête de municipalités ou de conseils généraux.

La droite, les patrons ne s'y trompent pas. Leur télévision, leurs radios, leurs journaux ont mission de mentir, quotidiennement et du matin au soir, sur ce que font, disent et proposent les communistes.



Ces jeunes, le poing levé de la révolte...

ce journal n'a pas reçu d'argent des banques

Pour construire un monde qui soit à la mesure de leurs rêves, peuvent-ils compter sur les possédants, sur les politiciens usés du vieux monde ? Non. Pour leur ouvrir l'avenir, il faut du neuf, du jamais vu.

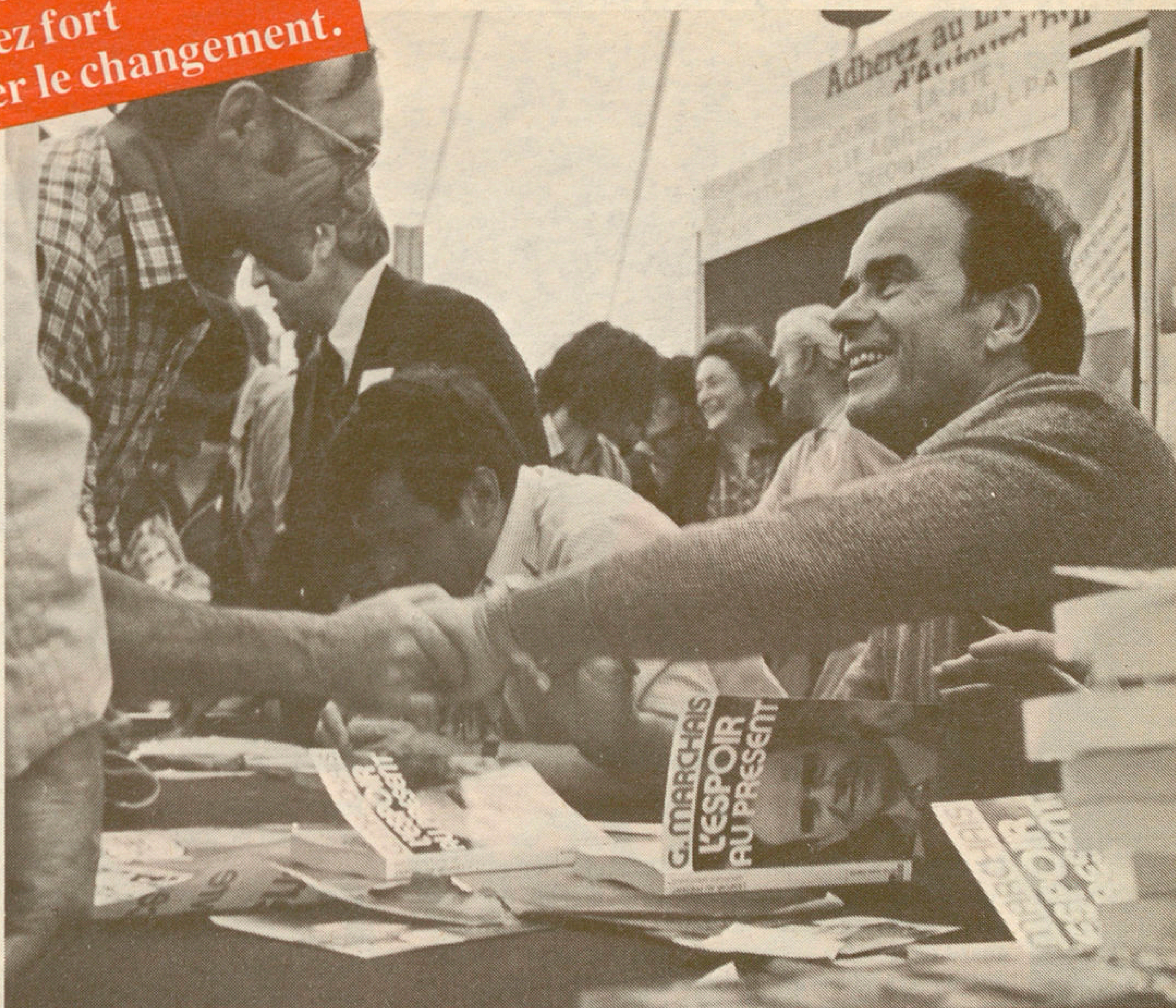
Et le jamais vu, en France, c'est qu'enfin les travailleurs aient le droit de décider et de diriger. Partout. Jusqu'à la direction du pays. Le jamais vu en France, c'est qu'enfin le parti des travailleurs, le parti de la lutte contre l'exploitation, le parti du combat pour le socialisme, le Parti communiste ait toute sa place.

Le Parti communiste est prêt, pour réaliser les changements que vous voulez, à prendre toutes ses responsabilités. Il est prêt à aller au gouvernement.

Mieux : ces responsabilités, il les revendique ! Au nom des millions d'hommes et de femmes qui sont aujourd'hui tenus à l'écart. En votre nom. Car sans votre participation, celle de tous les travailleurs, il n'y aura pas de salut pour la France.

Vous qui pensez que ça ne peut plus continuer, vous connaissez bien Georges Marchais. Quand vous le voyez à la télévision, face aux porte-paroles des riches, vous sentez bien qu'il est des vôtres. Vous savez avec quelle passion il se bat. A l'image de son parti, il dit ce qu'il fait et il fait ce qu'il dit. Même si vous ne partagez pas toutes ses idées, vous qui avez absolument besoin que ça change, c'est votre candidat.

Mais disons-le franchement : jusqu'ici le Parti communiste n'est pas assez fort pour imposer le changement.



Ce journal n'a que douze pages. Si vous avez envie d'en savoir plus sur les propositions de Georges Marchais, lisez son livre « L'Espoir au présent », aux Éditions sociales, 30 F.

... avec Georges Marchais

Le bonheur...

Pour vaincre l'injustice il faut vaincre le capital

Le capital a fait main basse sur toutes les ressources de la France. Pour ses profits, il pille, dilapide, gâche la terre et les hommes. Pour ses profits il casse ce que les générations ont construit, il ouvre notre pays à l'invasion des capitalistes étrangers, il emporte à l'étranger des richesses créées par les travailleurs de France. Pour ses profits il rejette avec mépris les capacités de millions d'hommes et de femmes, de jeunes.
Pour gagner la bataille du bonheur, brisons la dictature de l'argent. Libérons les immenses ressources de la France.

Produisons français !

Produisons pour les travailleurs de France et pour leurs familles ce qu'ils veulent, ce dont ils ont vraiment besoin.

Faisons la France indépendante

Une France non alignée. Une France qui ne lie son destin à aucun bloc, qui se batte pour la paix et le désarmement, pour la justice entre les peuples.

Démocratisons la France !

Nationalisons banques et grandes entreprises. Donnons leurs droits aux salariés dans l'entreprise. Donnons-leur leurs droits dans leur commune, leur région, dans l'État. Chassons le centralisme et la bureaucratie.
Ça, c'est du neuf. Si on ne le fait pas, rien ne changera.

F. Fabrizi

ce journal n'a pas reçu d'argent des banques

Le 20 novembre dernier, Georges Marchais a rendu publiques les propositions qu'il défend pour la France afin d'assurer le changement que vous voulez. Le prochain numéro de ce journal vous les présentera dans leur totalité. Nous vous présentons ici quelques grands axes de ce plan de bataille contre l'injustice.

1. du travail pour tous

Stoppons la marée noire du chômage, interdisons les licenciements.
Créons 500 000 emplois nouveaux. Sept sur dix pour les femmes. Supprimons les formes de travail précaire. Interdisons les entreprises d'intérim, embauchons définitivement les auxiliaires, vacataires, intérimaires…

2. travailler autrement

Rendons le travail moins long, moins pénible, plus intéressant.
- Semaine de 35 heures maximum sans diminution de salaire.
- Cinquième semaine de congés payés tout de suite, sans tricherie des patrons.
- Supprimons le travail d'O.S. ! Le travail à la chaîne c'est inhumain et dépassé. Il faut un emploi qualifié pour tous, il faut intégrer les O.S. comme ouvriers professionnels.

3. de quoi vivre mieux…

De l'austérité pour les riches, de l'argent pour les travailleurs. Frappons l'insolence des fortunes du capital et des super profits par un impôt juste. Augmentons massivement le SMIC et les bas salaires. Assurons très vite un salaire mensuel minimum correspondant à 4 000 F actuel. Resserrons la hiérarchie : pas de salaires plus haut que 4 fois le SMIC.
Obligeons les employeurs à appliquer pour les femmes et les jeunes la loi : à travail égal, salaire égal.

4. …et en famille

Augmentons tout de suite de 50 % les allocations familiales et versons-les dès le premier enfant. Assurons un revenu familial minimum.
Décidons la gratuité totale de tous les soins. Pour obtenir des ressources nouvelles il faut un déplafonnement complet des cotisations à la Sécurité sociale et un fort accroissement de celles des patrons.
Décidons qu'aucune famille ne dépensera plus de 15 % de son revenu pour se loger et se chauffer. Construisons 500 000 logements HLM modernes et confortables.
Finissons-en avec les injustices de la retraite.

5. pour les jeunes

Donnons-leur le droit de s'instruire, d'avoir un métier, de se distraire et de faire du sport.
Changeons l'école. Faisons l'enseignement moderne, lié à la vie et préparant à un vrai métier. Une école vraiment gratuite avec toute l'aide nécessaire aux plus défavorisés.
Décidons un plan d'urgence pour donner une formation professionnelle et un vrai métier à tout ceux qui en sont privés aujourd'hui.
Plus un jeune au chômage, plus un jeune contraint à l'exode pour trouver du travail, plus un jeune condamné au rendement.
Donnons-leur enfin des responsabilités et des villes faites pour eux pour qu'ils puissent envin vivre !…

6. liberté, solidarité

Imposons les libertés individuelles et collectives, les droits économiques et sociaux, la participation des travailleurs aux affaires de l'entreprise, de la commune, de la région et de la nation.
Luttons pour la libération et l'égalité réelle de la femme.
Vivons enfin solidaires en créant des rapports humains nouveaux, fraternels, libres et responsables. Soyons solidaires des peuples démunis, aidons-les à vaincre la faim, la misère, l'analphabétisme et le racisme.

En région parisienne

1. Gagnons des milliers d'emplois

Plus une entreprise qui ferme, plus une machine qu'on déménage, plus un travailleur qu'on licencie.
Contraignons, dans chaque atelier, les patrons à investir ici pour développer la production et créer d'ici à 1985 un emploi pour dix existants d'abord dans l'industrie.
Mettons immédiatement un coup d'arrêt à la casse. Il faut refuser les décentralisations et les transferts. Exigeons l'annulation des mesures contre l'emploi et la suppression de la DATAR.
- Défendons les grandes entreprises menacées : empêchons la fermeture de 6 usines Citroën, des usines de machines-outils Languepin et Dufour, des imprimeries Chaix, Néogravure, Victor Michel et Lang, de Kodak à Vincennes.

Empêchons les patrons d'exécuter leurs plans de milliers de licenciements à Renault Billancourt, Talbot Poissy, Thomson CSF et le bradage de Kléber-Colombes.
- Refusons la régression de l'emploi de bureau modernisons les services.
- Créons des milliers d'emplois dans nos grands services publics pour les améliorer.

2. Gagnons de bons logements pour tous

Dès maintenant refusons de payer au 1er janvier les hausses des loyers et des charges.
Obtenons des crédits pour l'entretien des cités.
Interdisons les saisies, les expulsions et les coupures.
Un million de familles vivent dans un logement inconfortable, trop petit ou insalubre.
Imposons la construction de 100 000 logements sociaux par an pendant 5 ans.
Des milliers de logements sont vides parce qu'ils sont trop chers : peu importe aux promoteurs de les louer, ils s'en servent pour spéculer. Empêchons la construction de nouveaux logements de luxe.
Installons les mal-logés dans les appartements vides en leur faisant payer le loyer d'une HLM.

Gagnons de meilleurs transports en commun

- Faisons payer la carte orange aux patrons. Obtenons son extension à l'ensemble de la région.
- Gagnons le prolongement des lignes inscrites au plan de la RATP et refusons les surtarifications.
- Obtenons la modernisation des lignes SNCF et leur liaison avec le métro.

3. Gagnons la sécurité

Nous ne laisserons pas nos quartiers et nos cités se transformer en petits « Chicago ».
On doit immédiatement mettre un coup d'arrêt aux vols, aux agressions, aux viols et à la délinquance.
Nous accusons Giscard et Bonnet de laisser volontairement pourrir la situation dans les quartiers populaires. Il y a en proportion deux fois plus de policiers pour protéger les hôtels luxueux de Neuilly que pour assurer la sécurité des HLM de Ivry et Vitry réunies.
Quand un travailleur a besoin de la police, il trouve un local vétuste et un fonctionnaire débordé. Quand un patron appelle à l'aide pour réprimer les luttes, il obtient une compagnie de CRS.
C'est inacceptable, réagissons avec vigueur.
Exigeons des forces de police et des moyens pour assurer en priorité la sécurité dans nos quartiers et dans les lieux publics.
Exigeons une police liée à la vie des quartiers pour prévenir les mauvais coups et assurer notre protection. Ce serait le rôle des « ilôtiers » qu'il faut créer.
Exigeons des commissariats dans toutes les grandes cités qui en ont besoin.

pour les travailleurs c'est possible.

Union...

Quatre déceptions, une leçon

1936-37
Le Front Populaire.
Franco et Hitler sont à nos portes. La deuxième guerre mondiale menace. « Faisons front ensemble », disent les communistes français aux socialistes et aux radicaux. Ils obtiennent un accord au sommet. Les travailleurs arrachent les congés payés et les 40 heures... Mais le Front Populaire ne va pas plus loin. Quelques mois plus tard les dirigeants socialistes plient devant le Mur d'Argent et cassent l'union. Première déception.

1944-47
La Libération
Les communistes se sont battus héroïquement contre Hitler. Pour la première fois parti communiste et parti socialiste ont la majorité des députés. Le général de Gaulle prend des ministres communistes.
Nouvelles grandes conquêtes sociales : la Sécurité sociale, la retraite, les comités d'entreprise, les allocations familiales, les nationalisations, le droit de vote pour les femmes... Mais là non plus ça ne dure pas. Avec l'exclusion des ministres communistes, onze ans de guerres coloniales, d'asservissement aux Américains, de réarmement de l'Allemagne, de brimades des travailleurs, de pagaille économique commencent. Deuxième déception.

1956
La guerre d'Algérie
Fin janvier 1956, la gauche a la majorité dans le pays et à l'Assemblée. Les communistes font tout pour un accord au sommet avec le parti socialiste. Mais le gouvernement du socialiste Guy Mollet — où François Mitterrand est Ministre de l'Intérieur — enfonce la France dans la guerre d'Algérie, avec ses morts et ses tortures. Troisième déception.


R. Viollet
1972 : Le programme commun (de gauche à droite : G. Marchais, F. Mitterrand, R. Fabre)

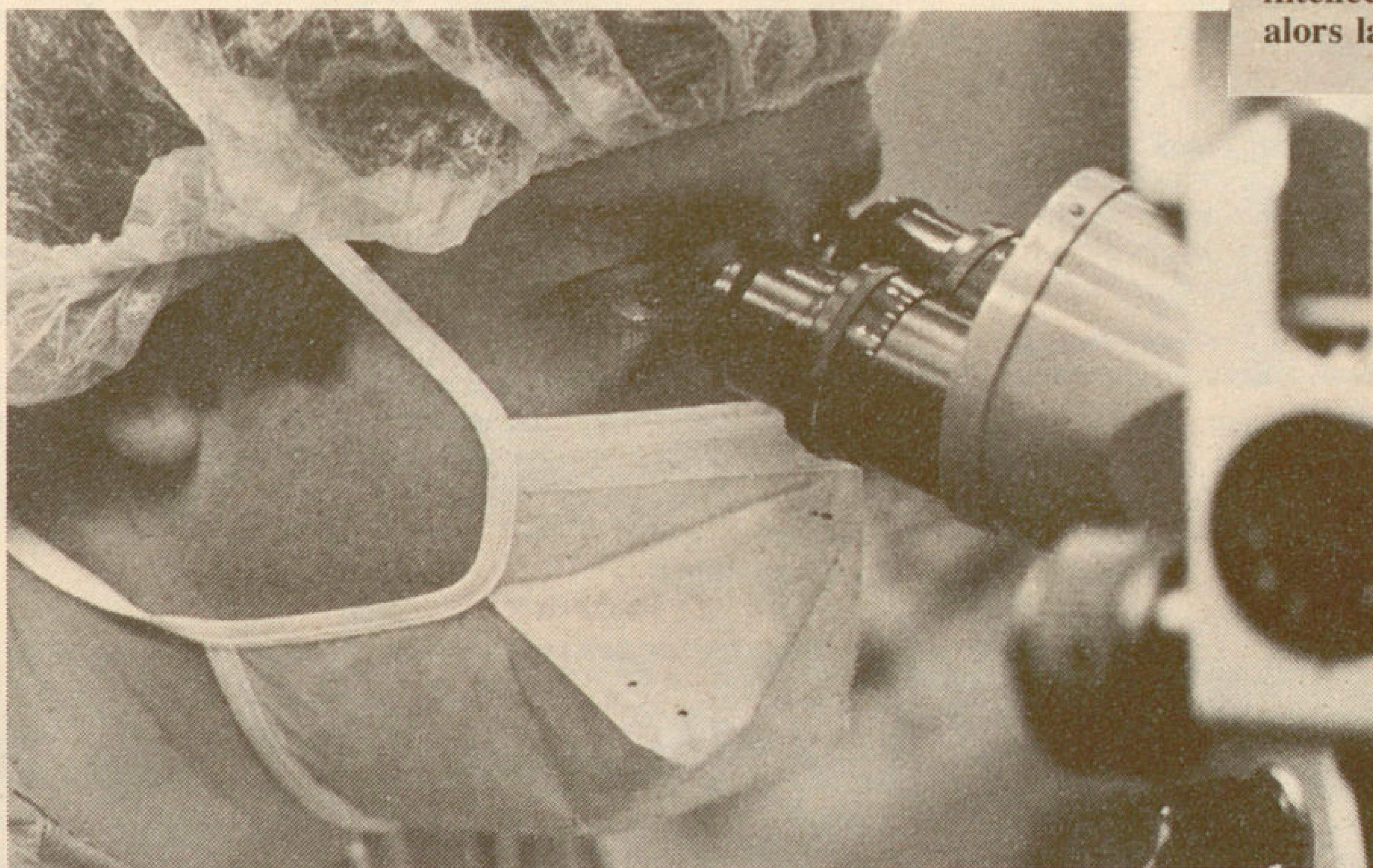

Sygma - J. Andansan
1980 : Robert Fabre devient homme de confiance de Giscard d'Estaing.




H. Gloaguen/Viva


A. Nicole
A. Lejarre

« Votez, votez et laissez-nous faire. » C'est le discours que tiennent tous les partis politiques. Sauf le Parti communiste. Ouvriers, employés, techniciens, paysans, intellectuels, tout dépend des travailleurs. S'ils prennent leurs affaires en main, alors la société peut bouger et la France sortir de la crise.


J. Pozarik/Gamma



C. Raimond-Dityvon/Viva

Quatre fois, ça suffit ! Pourquoi la déception a-t-elle été chaque fois au bout du chemin ? Chaque fois le parti socialiste a reculé au moment où il fallait s'attaquer au capital, aux gros, aux privilégiés. Chaque fois il a refusé d'avancer vers de vrais changements. Chaque fois, au moment de franchir le pas, il a préféré s'arranger avec les capitalistes et leur sauver la mise.

Rappelez-vous 1977. Au moment où il a fallu se préparer à appliquer le programme commun, les dirigeants socialistes ont refusé le SMIC à 2 400 F, les nationalisations, l'impôt sur le capital, le droit des travailleurs à diriger l'économie et l'État, la nécessité d'une politique d'indépendance française et d'une véritable Défense nationale. Et aujourd'hui ils vont de plus en plus loin dans cette impasse. Ce n'est pas pour rien que Giscard leur fait des avances. Nous avons réfléchi à toute cette histoire.

On ne peut plus faire l'union en s'y prenant comme avant. On ne peut plus s'en remettre aux discussions d'états-majors, aux accords de sommet. Ça n'a jamais tenu le coup. Il faut faire autrement. Il faut que les travailleurs et les travailleuses puissent mettre eux-mêmes la main à la pâte, s'occuper eux-mêmes des discussions et des décisions qui les concernent. C'est aux travailleuses et aux travailleurs de parler plus fort. C'est à eux de peser plus lourd pour faire pencher la balance du bon côté au moment décisif : quand la bourgeoisie met le paquet contre l'union.

Intervenir, peser lourd, gagner, cela veut dire lutter. Toutes les réformes nécessaires pour que ça change, jamais les capitalistes, les privilégiés ne les accepteront de bon gré. Il faut conquérir, en se battant, la justice, la liberté, la solidarité. Comme en 1789. Il faut se battre pour de vraies réformes qui changeront votre vie.

Intervenir, peser lourd, voir clairement ce qu'il faut faire, gagner en luttant, cela veut dire s'appuyer sur un parti politique solide et


Y. Jeanmougin/Viva

sûr. Un parti de droite ? Non, évidemment. Jamais !

Le parti socialiste ? Aujourd'hui, avec sa politique actuelle, non, c'est impossible.

Vous avez le parti communiste. Voilà le parti sur lequel vous pouvez compter.

Le parti communiste se bat pour la justice, la liberté, la solidarité, l'indépendance de la France, pour toutes les grandes réformes.

Le parti communiste se bat pour rassembler toutes les forces populaires. Jusqu'à la victoire.

Le parti communiste se bat pour l'union de la gauche. Une union qui réponde aux revendications et aux besoins des travailleurs. Une union qui résiste aux attaques du capital. Si en 1977 le parti communiste avait été plus fort, le parti socialiste n'aurait pas pu briser l'union. Mais le parti communiste n'a pas été assez fort. Et il n'est pas assez fort aujourd'hui. Le seul problème, c'est de savoir s'il va devenir assez fort pour que demain ne ressemble pas à hier.

A l'élection présidentielle la première chose qui compte pour vous, la chose décisive, ce sont les voix communistes au premier tour. Votre seule chance, c'est qu'elles soient nombreuses. Plus elles le seront, plus il sera facile de régler les autres problèmes en pesant pour le changement.

Donner plus de force au parti communiste, le soutenir, voilà la seule solution pour vous.

Quatre déceptions, une leçon

1972-77
Le programme commun
Pendant dix ans, les communistes se battent pour un programme commun du parti communiste et du parti socialiste. A l'élection présidentielle de 1969, avant de présenter son candidat, Jacques Duclos, le parti communiste recherche un candidat commun.
Enfin, vous vous souvenez, à la fin de 1972, Georges Marchais, François Mitterrand et le radical Robert Fabre signent le programme commun de la gauche. Quel espoir chez les travailleurs ! Mais, à la veille des élections où la victoire se joue, François Mitterrand et Robert Fabre déchirent ce qu'ils ont signé en bonne et due forme cinq ans avant. Ils cèdent devant le Mur du Capital, brisent l'union de la gauche et conduisent les travailleurs à l'échec. Quatrième déception.
Quatre déceptions. Cela vaut la peine d'y réfléchir et d'en tirer la leçon.

«Quatre grandes déceptions. Quelle leçon avons-nous tirée ? Qu'il faudrait désormais renoncer à l'union ? Je réponds non, non et non ! Le parti communiste a toujours été, il est, il restera le parti de l'union. C'est un choix définitif. L'union, nous n'y renoncerons pas, nous n'y renoncerons jamais».
Georges Marchais

Oui, ce journal a besoin de vous.
Il coûte cher.
Comme vous le savez,
seul de tous les partis
le P.C.F. ne dispose pour s'exprimer
que de l'argent des travailleurs.
Plus que jamais,
Giscard et les patrons
mobilisent presse, radios, télé
pour vous empêcher de connaître
les idées et les actes des communistes.

Plus que jamais,
nous avons besoin de vous.

Versez généreusement
aux militants communistes ou à :
Georges Gosnat C.C.P. 6365 71 F PARIS

Pour être bien informé
Pour connaître les idées
du Parti Communiste et son candidat :

Abonnez-vous, abonnez vos amis à
L'Humanité-Dimanche

1 an 185 F — 6 mois 95 F

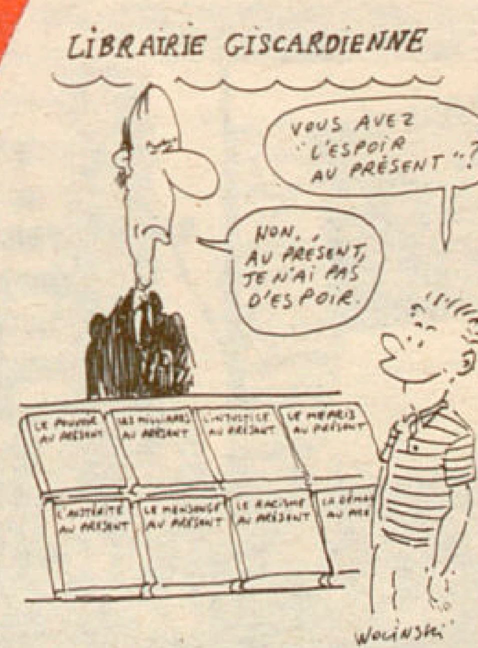
NOM : ....
Prénom : ....
Adresse : ....
....
Code Postal :
Localité :

Je joins **obligatoirement** mon règlement par CCP, chèque bancaire ou mandat-lettre à l'ordre de : L'Humanité, 5, rue Fg-Poissonnière, 75440 Paris Cedex 09.

Adhérez au Parti communiste français

Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Lieu de travail ....
....
Signature :

Remettre ce bulletin au militant connu de vous ou adressez-vous au Comité Central du PCF, 2, place du Colonel-Fabien 75940 Paris Cedex 19.



Lisez «L'espoir au présent» de Georges Marchais.

PCF

Nous ne voulons plus de déceptions



Elles manifestent devant le ministère du «travail» pour le maintien de leur entreprise.

C. Raimond/Dityvon/Viva



Une sortie d'école à Gennevilliers; un agent de police assure la protection des enfants. La sécurité, voilà la priorité.

luttons pour du travail, un bon logement, la sécurité!

PCF



Une cité HLM dans l'Essonne. Des locataires qui s'opposent à une saisie avec l'aide des élus communistes.

A. Lejarre / Photo couverture P. Pythowicz

PARIS PROVINCE IMPRESSION 51 AV JEAN JOLIVE / BAGNOLET